

Le MR veut faire de la santé mentale une cause nationale

La Meuse - 26 fév. 2021

Lecture zen Aurons-nous une troisième vague ? La question ne se pose pas à propos de la vague psychologique qui est, elle, bien là.

Le Conseil supérieur de la Santé le dit : la santé mentale n'est pas suffisamment prise en compte dans cette crise. Au MR, on a compris le message et on veut faire de la question une cause nationale.

Le problème est tout sauf mineur. La pandémie de Covid-19 a entraîné des privations de libertés importantes. On peut, bien sûr, parler de maux nécessaires, mais les spécialistes assurent que les conséquences de cette crise sur la santé mentale ne seront pas négligeables à court et à long terme.

Toutes les études tirent la sonnette d'alarme : le Conseil supérieur de la Santé recommande de reconnaître l'importance de la santé mentale à tous les niveaux de gestion de la pandémie afin d'accroître l'efficacité de notre gestion et de minimiser les effets néfastes de la pression mentale chronique sur la population. Le Conseil invite clairement à la proactivité et non la réactivité en la matière.

Il serait caricatural et erroné de résumer la santé mentale à la folie. En fait, tout le monde a une santé mentale, c'est un paramètre de notre santé. Parlons de bien-être si vous voulez, cet état qui évolue au jour le jour, meilleur le lendemain que la veille ou inversement. On connaît, tous, cela. Le dialogue suffit pour certains, un suivi est nécessaire pour d'autres : l'important est d'éviter que les petits troubles d'aujourd'hui fassent les problèmes graves de demain.

Briser le tabou

Il faut aussi briser le tabou qui entoure ces problèmes et faire en sorte que famille et proches puissent identifier les personnes en difficulté dans leur entourage. Au MR, on fait référence à la campagne pour les premiers secours que la Croix-Rouge a menée avec Adriana Karembeu.

« Lançons des campagnes qui identifient les 5 ou 10 paramètres montrant que quelqu'un va mal », propose le président du MR. « Des personnalités peuvent aider et on pourrait communiquer envers les jeunes via les réseaux sociaux (...) Le ministre de la Santé doit s'occuper autant de la santé mentale que de la situation épidémiologique. Si on nous dit que 30 % des jeunes gardent des séquelles de cette crise, on n'aura pas bien travaillé. On ne pourra pas concrétiser une relance sans prendre en charge la santé mentale, notamment celle des travailleurs dont certains ne seront plus retournés au bureau depuis un an. Les conséquences psychologiques de cette crise vont durer des années, il faut donc s'y atteler dès maintenant. »

Au MR, le projet et les propositions sont portés par le député bruxellois David Weytsman dans la capitale, par la députée Diana Nikolic à la Communauté française ou par la députée Caroline Taquin au niveau fédéral.

Parmi les publics cibles, les jeunes qui sont particulièrement en perte de repères, les seniors souvent isolés, les familles précarisées et les plus vulnérables tels les migrants, les SDF, etc. Mais que l'on ne s'y trompe pas : la crise a mis en évidence de nouveaux publics, des gens qui étaient jusque-là épargnés, des étudiants, des commerçants et indépendants...

Guichet de la santé mentale

Que propose le MR ? « Renforcer les points d'accès, avoir une espèce de guichet de la santé mentale pour réorienter vers la bonne personne », explique David Weytsman. « C'est une question de moyens financiers supplémentaires (il y a 200 millions d'euros pour la santé mentale au niveau de l'accord du gouvernement fédéral, NdlR), mais aussi d'orientation parmi les services existants et d'une meilleure coordination (...) Une stratégie générale doit être élaborée, elle touche chaque niveau de pouvoir. Sensibiliser, renforcer les points d'accès et d'information, renforcer les acteurs de la première ligne, comme les généralistes trop souvent confrontés, seuls, à des problématiques lourdes. Il faut aussi augmenter le nombre de centres de santé mentale, de lits psychiatriques, etc. »